



Une reprise dès le 26 avril mais pas dans n'importe quelles conditions !

Une catastrophe prévisible

La dégradation de la situation sanitaire et la montée des contaminations chez nos élèves et les personnels ont obligé le ministre Blanquer à mettre en œuvre ce qu'il se refusait de préparer depuis un an : la fermeture des établissements et le regroupement des zones de vacances de printemps.

Pour la CGT Éduc'action, s'il fallait bien sûr tout faire pour éviter la fermeture des écoles, il fallait pour autant s'y préparer si la situation épidémique se retrouvait hors de contrôle.

Or, du fait de l'impréparation manifeste du ministère, les personnels ont dû à nouveau subir les ratés de la « continuité pédagogique ».

C'est cette même logique de déni du ministre et du gouvernement qui a conduit à fermer les écoles.

Le gouvernement n'a pas donné les moyens à l'hôpital de répondre à l'épidémie, n'a pas mis en place une campagne de tests ciblant les lieux de travail, n'a que très tardivement levé la journée de carence pour les salarié·es atteint·es par le Covid, n'a pas facilité l'absence pour garde d'enfant malade ou cas contact...

Sa seule réponse au Covid a été la restriction des libertés publiques via un état d'urgence sanitaire antidémocratique.

Un ministre dans le déni

Dans l'Éducation nationale, le ministre s'est contenté de mettre en œuvre un protocole sanitaire inapplicable faute de moyens et d'agiter des statistiques sans fondements. Le ministre est resté sourd aux revendications de la CGT Éduc'action d'un plan d'urgence pour l'École et s'est enfermé dans la posture du « tout va bien ». Cette fermeture s'apparente à un véritable gâchis.

Il est de la responsabilité du ministre de faire en sorte que la reprise des cours du 26 avril et du 3 mai ne mette pas en danger élèves et personnels ainsi que la population entière en relançant les contaminations.

C'est pourquoi, la CGT Éduc'action revendique pour le 26 avril et le 3 mai :

- un recrutement massif de personnels permettant de diminuer les effectifs par classe et d'assurer les remplacements ;

- un cadrage national sur un dédoublement de toutes les classes de la maternelle à la terminale ;
- une solution de garde collective et l'arrêt de la répartition des élèves dans une autre classe en cas d'absence non remplacée de leur enseignant·e dans le 1er degré ;
- une campagne massive de tests intégralement gratuits pour les personnels et les élèves ; pour rappel, les personnels n'ont pas à superviser les tests et auto-tests. Cela relève des compétences des autorités sanitaires ;
- des moyens pour minimiser les aérosols dans les classes (travaux pour faciliter l'aération, capteurs de CO2...) ;
- la facilitation des absences des salarié·es pour garde d'enfant (cas contact ou Covid) sans perte de salaire ;
- l'adaptation des lieux et des temps de scolarisation permettant à chaque élève demi-pensionnaire de pouvoir manger à la cantine sans risque de contamination ;
- la fourniture gratuite de masques chirurgicaux (a minima) aux élèves et aux personnels ;
- le lancement immédiat de la vaccination des professions particulièrement exposées, dont les personnels de l'éducation, sur la base du volontariat, quel que soit l'âge et avec un calendrier de priorisation ;
- la prise en compte de la situation sanitaire pour les examens (DNB, Bac, BTS), avec l'adaptation des sujets (sujets multiples, priorisation dans les programmes...), l'aménagement des épreuves d'EAF, la neutralisation du Grand Oral en LGT et du chef-d'œuvre en LP, la prise en compte des périodes de formation en milieu professionnel non réalisées...

Mobilisons-nous pour faire appliquer des mesures efficaces.

La CGT Éduc'action appelle les personnels à se réunir dans les écoles et établissements pour porter ces revendications, dès leur retour en classe.

Elle soutiendra toutes les initiatives décidées par les collègues, avec les syndicats départementaux CGT Éduc'action, dans le cas où le ministère ne mettrait pas en place des mesures suffisantes. Nous avons élaboré un 4 pages « spécial droit de retrait » afin de guider les personnels dans cette démarche et nous avons déposé un préavis de grève pour couvrir tous les personnels dès la reprise.

Plus globalement, la CGT Éduc'action appelle les personnels à se mobiliser pour un plan d'urgence pour l'École et l'obtention de moyens supplémentaires massifs dès la rentrée prochaine pour pallier les conséquences pédagogiques désastreuses de cette crise.